

COMPTE RENDU ET CONCLUSIONS DU TROISIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL DU RÉSEAU SYAL (SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES LOCALISÉS) ALIMENTATION ET TERRITOIRES « ALTER 2006 »

Le troisième congrès international du réseau Syal, consacré à la thématique Alimentation et Territoires, « ALTER 2006 », s'est tenu du 18 au 21 octobre 2006 à Baeza (Espagne), donnant ainsi suite aux deux éditions précédentes: Montpellier (2002, http://gis-syal.agropolis.fr/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=29&Itemid=11) et Toluca (2004, http://gis-syal.agropolis.fr/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=9&Itemid=11). Syal (Systèmes agroalimentaires localisés) est un réseau international et interdisciplinaire composé d'universitaires, de chercheurs, d'agents de développement et de représentants d'institutions originaires de nombreux pays d'Europe, d'Amérique et du Bassin méditerranéen. Son objectif est d'établir une plate-forme à caractère scientifique destinée à générer, valider et rétroalimenter des connaissances et des méthodes relatives aux systèmes productifs agroalimentaires locaux, d'un point de vue socio-économique, territorial, technologique et dans la perspective du développement local.

Les Systèmes agroalimentaires localisés constituent une forme d'organisation des activités agroalimentaires au sein de laquelle les dynamiques territoriales jouent un rôle déterminant quant à la coordination des acteurs et au développement des activités productives. Les Syal présentent trois spécificités très importantes qui les différencient d'autres formes d'organisations territoriales :

- en premier lieu, ils se basent sur les interactions entre l'environnement et le monde rural, tant sur le plan matériel (reproduction de la biodiversité, disposition spatiale, etc.) que sur le plan social (évolution des sociétés rurales, métiers des agriculteurs, etc.);

- la deuxième spécificité se réfère à l'interaction entre les consommateurs et

les aliments qu'ils acquièrent: la qualité des produits et les méthodes employées afin de faire reconnaître cette qualité par les consommateurs sont étroitement liées au prix que ceux-ci acceptent de payer. Les cultures alimentaires ont alors une influence directe sur l'efficacité économique des activités de production;

- la troisième spécificité est liée au rôle des Syal en tant que catalyseurs du développement territorial.

Le congrès s'est articulé autour des objectifs principaux suivants :

- développer et consolider le réseau Syal international grâce à l'incorporation de nouveaux pays, cela dans l'objectif de constituer un maillage institutionnel et des alliances au sein des divers secteurs socio-économiques, tant au niveau local qu'international, en comptant sur la participation d'entités aussi bien publiques que privées;

- contribuer à l'articulation entre les acteurs impliqués dans les diverses expériences de développement agroalimentaire territorial: chercheurs, enseignants et professionnels appartenant au secteur productif;

- favoriser les processus d'innovation tendant à la mise en valeur des ressources et du patrimoine local, en tenant compte de la diversité des modèles locaux de consommation et des marchés auxquels ces produits sont destinés;

- enfin, positionner les processus d'innovation par rapport aux nouveaux défis posés par l'équité sociale, l'environnement, la qualité et la sécurité des produits alimentaires.

L'organisation du congrès a pu compter avec l'appui de nombreuses institutions, parmi lesquelles il est possible de mentionner l'Institut de recherche et de

formation agraire et de la pêche (IFAPA), le Gouvernement régional de d'Andalousie, l'université internationale d'Andalousie (UNIA), le Groupement d'intérêt scientifique Gis-Syal français, le Centre supérieur de la recherche scientifique (CSIC), l'université de Jaén et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, le Programme coopératif de développement de l'agro-industrie rurale (IICA-PRODAR). Il convient de mentionner que plusieurs institutions publiques ont sponsorisé l'événement, parmi lesquelles nous signalerons: le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Mapa), le Gouvernement régional d'Andalousie, le Conseil général de la province de Jaén, l'Institut national de recherche et de technologie agraire (INIA), le CSIC, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), le Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement (C3ED), l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (France), l'Institut de développement régional (IDR), l'Institut d'études de Jaén et la mairie de Baeza. Plusieurs entités privées y ont également participé, telles que la *Caja Rural de Jaén* et la *Caja Sur*.

Le comité scientifique était composé d'une série d'experts spécialisés dans les différentes thématiques abordées lors du congrès. Une sélection de qualité a pu donc être effectuée parmi les nombreux travaux soumis, aussi bien nationaux qu'internationaux, élevant ainsi la qualité des résultats obtenus lors du congrès.

Les contenus de ce dernier peuvent être divisés selon quatre axes, correspondant aux différents objectifs proposés :

- le premier concerne le « Développement rural, le patrimoine et l'environnement »;

- le deuxième s'intitule « Capital social et associations, exclusion sociale et pauvreté » ;

- le troisième traite des « Systèmes agroalimentaires locaux et des processus d'innovation » ;

- le quatrième est consacré aux « Signes distinctifs, certification de la qualité et territoires ».

Ces thématiques ont été abordées par des experts de différentes latitudes, originaires principalement d'Europe et d'Amérique latine mais aussi des États-Unis, d'Afrique et du Canada, démontrant ainsi l'existence d'un fort intérêt au niveau mondial pour l'étude des interactions entre les hommes, les produits alimentaires et les territoires. De plus, la confrontation des travaux présentés a permis d'enrichir les débats qui s'y sont déroulés et de maximiser les résultats obtenus.

Dans le cadre de ce congrès a également été organisée une table ronde intitulée « Savoir-faire producteur *versus* savoir scientifique », qui s'est soldée par une série de témoignages tout à fait représentatifs des contenus du congrès de la part des producteurs et des scientifiques y ayant participé. De même, ont été organisées une exposition de produits alimentaires et une visite à une exploitation agricole de la Sierra de Segura, permettant de visualiser *in situ* un exemple d'expérience novatrice en matière de qualité, de production biologique, d'appellation d'origine et de mise en valeur du patrimoine régional.

Ci-dessous sont exposées les conclusions les plus significatives relatives à chacun des axes thématiques, ainsi que les considérations finales extraites du débat. La déclaration finale du congrès (Déclaration de Baeza), qui souligne l'importance de la formation du réseau Syal international et des activités qu'y réalisent ses membres, est présentée en annexe.

Axe thématique 1: développement rural, environnement et patrimoine

Lors de diverses séances de travail ont été abordés les problèmes et les points forts

caractérisant les communautés rurales de plusieurs pays, et cela selon des perspectives aussi variées que la sociologie, l'économie, l'anthropologie, etc. Les débats ayant suivi les différents exposés ont permis de formuler les conclusions suivantes :

1. Les actions de développement rural entreprises afin d'améliorer la situation des populations rurales en Amérique latine et en Europe présentent des différences notables. Dans le premier cas, elles ont été principalement axées sur la dynamisation de l'exploitation des ressources naturelles et de la production agricole. Dans le second cas, en marge de la potentialisation de la production agricole, les efforts ont été concentrés vers une diversification des activités économiques. De plus, si en Europe la politique agricole commune (PAC) génère un système important de subventions qui bénéficient aux producteurs agricoles les plus productifs et permet le maintien des prix agricoles, les politiques agricoles d'Amérique latine ne disposent pas de telles ressources. Les initiatives européennes relatives au développement rural sont articulées au travers de cette même PAC, tandis qu'en Amérique latine l'articulation institutionnelle de telles initiatives est le plus souvent inexistante.

2. Il existe un consensus chez les intervenants quant au fait que si certains territoires demeurent aujourd'hui compétitifs grâce à une intensification de la production, de nombreuses zones rurales ont en revanche perdu cette compétitivité du fait d'une moindre intensification du capital. Cette situation ne peut être palliée que par une diversification de la base économique au moyen du développement d'activités alternatives. De nombreux travaux mentionnent le tourisme rural comme étant l'une des principales alternatives récemment mises en pratique au sein des politiques de développement rural. En outre, il apparaît nécessaire d'appuyer les productions artisanales de ces territoires, ce type d'activité produisant des effets directs sur les économies locales. Cette tendance peut être illustrée au Costa Rica

par les cantons de Upala, Los Chiles, Gustoso et Cruz : les exploitants agricoles et les institutions leur prêtant services y manifestent un intérêt croissant pour le tourisme rural, convaincus qu'il s'agit d'une alternative viable de diversification au sein des communautés rurales et de mise en valeur des ressources sociales, naturelles et culturelles du territoire.

3. Au sein des politiques de développement rural européennes, on remarque une innovation importante sur le plan territorial qui démontre qu'un pas a été franchi depuis une conception de territoire-support vers une conception de territoire-ressource. Si par le passé le développement des espaces ruraux était lié principalement à l'intensification de l'activité agricole, il repose actuellement sur la production de quelques produits dont la valeur ajoutée provient d'éléments liés au territoire, tels que le patrimoine, la culture locale ou le milieu naturel. Il s'agit d'une production qui se positionne sur les marchés nationaux et internationaux au travers de la réaffirmation des éléments qui constituent son identité locale. Sont élaborés ainsi des produits d'une qualité extraordinaire, associés à des savoir-faire ancestraux et à des écosystèmes singuliers qui répondent en grande partie à la demande propre aux nouveaux modèles de consommation segmentée, et qui tendent à mettre en place une différenciation sociale et culturelle par le biais du goût.

4. Enfin, il existe de nombreux travaux qui associent développement rural et production durable. Cependant, les actions mises en place en Amérique latine et en Europe présentent une différence non négligeable. Dans le premier cas, l'application de pratiques respectueuses pour l'environnement tend à garantir la production familiale, les alternatives pouvant être menées à bien par les populations rurales y étant en effet peu nombreuses. Dans le second cas, au contraire, les initiatives destinées à favoriser la durabilité dépendent des fonds européens qui financent ce type de productions comme alternative aux impacts écologiques occasionnés par l'agriculture conventionnelle.

Néanmoins, l'essentiel du budget de la PAC est encore de nos jours alloué à son premier pilier, l'Organisation commune des marchés (OCM). La politique de développement, son second pilier, ne représente que 10,5 % du budget total de la PAC. De plus, la politique environnementale européenne s'inscrit dans le cadre de la politique de développement rural ne bénéficiant pas d'une autonomie d'action ni de financements propres. L'objectif principal de beaucoup de ses programmes consiste plus à offrir des compensations aux agriculteurs qu'à affronter réellement la grande diversité des problèmes environnementaux associés aux pratiques agricoles intensives.

Axe thématique 2 : capital social et dynamiques associatives. Exclusion sociale et pauvreté

Le processus de libéralisation agricole a généré des niveaux de pauvreté importants au sein des zones rurales qui se voient dans l'incapacité de s'adapter aux nouvelles exigences de compétitivité. Les diverses alternatives pour pallier à cette situation sont les suivantes :

1. Les différentes expériences des coopératives analysées, qu'elles soient tournées vers le développement d'activités d'auto-consommation ou de micro-entreprises productives, ont renforcé les réseaux sociaux dans les zones rurales et, dans certains cas, ont permis de reconstituer le tissu social. Cependant, l'approche sectorielle propre aux programmes d'aide au secteur agroalimentaire limite parfois le développement du fonctionnement en réseau des systèmes de production locaux.

Certains questionnements ont été cependant émis quant à la validité de la relation directe existante entre approche territoriale et haut degré de coopération locale : les stratégies de développement territorial qui se basent exclusivement sur des critères de compétitivité pour le marché ne présentent pas de perspective de durabilité du point de vue social, écologique, culturel et politique.

2. Dans le contexte latino-américain, le renforcement de l'agro-industrie joue un rôle important quant au développement des populations rurales. Ainsi, il conviendrait de convertir les ressources, ou potentialités latentes, d'un territoire en avantages différenciés, permettant alors aux producteurs de se soustraire aux fortes contraintes de la compétitivité actuelle. Dans cette optique, les Systèmes agroalimentaires localisés constituent une forme d'organisation des activités agroalimentaires où les dynamiques territoriales jouent un rôle déterminant quant à la coordination des différents acteurs et au développement des activités productives.

3. Il apparaît nécessaire de favoriser les procédés destinés à potentialiser la formation du capital social et humain, tels que la coopération et les échanges entre territoires. En ce sens, sont envisagés non seulement le renforcement des réseaux sociaux de proximité, susceptibles de développer les liens locaux (identité locale et appartenance locale essentiellement), mais aussi de promouvoir des réseaux de longue distance conduisant à l'intégration de territoires et de communautés locales au sein des espaces régionaux, nationaux et globaux.

4. Il est possible de constater que certaines communautés indigènes rurales du Mexique et d'autres pays latino-américains développent actuellement de nouvelles stratégies fondées sur une gestion durable des ressources régionales, et cela afin d'échapper à la dynamique de marginalisation sociale et économique dans laquelle ils se trouvent impliqués. La production agricole, présentant une qualité nutritionnelle accrue, y est caractérisée par des pratiques biologiques. La mise en circulation de ces produits permet aux producteurs de générer des excédents économiques susceptibles d'être alloués au renouvellement et à l'élargissement des moyens de production ainsi qu'à la satisfaction des besoins familiaux. De cette manière, aussi bien la production que la circulation de ces biens répondent à une logique distincte de celle propre au système de production capitaliste. De plus, il s'agit

d'un procédé qui permet une amélioration de la qualité de vie de l'ensemble des membres de la communauté, en allant à l'encontre des effets économiques et environnementaux négatifs produits par les processus d'expansion des marchés.

Axe thématique 3 : Systèmes agroalimentaires localisés et processus d'innovation

Les travaux de recherche exposés abordent les processus de restructuration des filières agroalimentaires occasionnés par la globalisation économique : la grande distribution commerciale assume le contrôle de la filière agroalimentaire aux dépens du reste des acteurs, et particulièrement des producteurs agricoles. Ces travaux font de plus l'analyse de diverses initiatives développées par les producteurs agricoles locaux dans l'optique d'améliorer leurs conditions économiques. En outre, plusieurs propositions théoriques destinées à l'étude des filières agroalimentaires en fonction de leur potentiel de développement au sein du territoire ont été envisagées.

Ces travaux théoriques se penchent sur l'évolution des études des districts industriels, de l'agro-industrie rurale, ainsi que sur les dynamiques de proximité, les *clusters*, l'économie du savoir-faire et de la connaissance, les Systèmes agroalimentaires localisés, pour aborder enfin les alternatives les plus remarquables actuellement : les systèmes territoriaux d'innovation et l'activation des *Syal*.

Les résultats les plus significatifs fournis par les travaux de recherche présentés sont les suivants :

1. La grande distribution commerciale sélectionne ses fournisseurs sur la base de critères de qualité et d'approvisionnement des biens sollicités. La situation actuelle conduit à rechercher des formules qui favorisent la participation de petits et moyens producteurs à la dynamique de distribution agroalimentaire. Les Systèmes agroalimentaires localisés (*Syal*) sont conçus comme des éléments stratégiques destinés à retenir et à augmenter la valeur ajoutée

de la production primaire au niveau local. L'innovation y constitue un élément susceptible d'activer cette tendance et pour laquelle doit être prise en compte la capacité des membres du Syal à transformer, sur la base de paramètres de qualité et de prix compétitifs, les ressources fournies par le territoire en biens demandés par le marché. L'innovation doit en outre inclure des éléments associés à l'organisation propre du Syal, tels que la nécessité de travailler en réseau afin d'identifier les intérêts communs à tous et les divergences éventuelles, permettant ainsi de mettre l'accent sur les points de convergence et de minimiser les conflits.

2. Dans le cas de l'Amérique latine, plusieurs expériences d'innovation ont été présentées, mettant en relation les petits producteurs locaux et le marché. Elles se basent sur la revalorisation des productions traditionnelles, caractérisées par leur grande biodiversité, leur haut degré de différenciation sur le marché, ainsi que leurs attributs naturels. De nouveaux modes de présentation des produits ont été développés en ce sens. La méthodologie employée s'est basée sur l'approche participative des filières de production (EPCP) et sur les plates-formes de concertation. Le premier de ces instruments permet dans un premier temps d'instaurer un climat de confiance, puis de développer la collaboration entre les acteurs de la filière afin d'identifier et de saisir les opportunités existantes sur le marché. Les plates-formes de concertation quant à elles constituent des espaces multisectoriels qui incluent et rapprochent des acteurs publics et privés, et qui permettent de démarrer des actions de collaboration destinées à l'approvisionnement des marchés identifiés. Il s'agit d'un outil permettant de donner plus de poids aux producteurs lors de leurs négociations avec d'autres acteurs de la filière.

Aux États-Unis, les processus d'innovation au sein du secteur agricole se développent grâce à l'établissement de réseaux entre les propriétaires fonciers, les agents industriels et financiers et l'État. Les différentes collaborations avec les conglomerats industriels spécialisés en biotechnologie présentent un grand intérêt du fait des

implications qu'elles supposent pour les producteurs locaux.

3. L'une des caractéristiques les plus remarquables des Syal réside dans la concentration territoriale des unités de production et la spécialisation dans diverses activités économiques. Cependant, on apprécie actuellement une tendance vers la diversification concentrique de la production, qui constitue une stratégie des producteurs destinée à réduire leur vulnérabilité face aux variations du marché. Cette logique se retrouve dans certains systèmes de production locaux qui misent sur la diversification par le biais de la conception de nouvelles modalités de présentation de leurs produits. Les nouvelles stratégies de diversification de l'industrie agroalimentaire se tournent également vers l'agrotourisme : élaboration des produits et vente de services environnementaux en réponse aux nécessités de conservation des écosystèmes, du paysage et d'entretien de la biodiversité.

4. Enfin, d'autres études présentent leurs stratégies de développement sur la base de l'activation des ressources agroalimentaires en considérant l'identité locale comme point de départ. Cette approche adopte une perspective territoriale qui permet de récupérer et de mettre en valeur les différents éléments et dimensions du milieu naturel, ainsi que la culture des communautés rurales. La dimension culturelle du milieu rural est alors intégrée au développement, en évitant de dissocier les aspects culturels des aspects économiques. Citons à titre d'exemple la caroube produite dans la région argentine de El Chaco : le caroubier et les aliments élaborés à partir de ses fruits y acquièrent toute une série d'attributs symboliques et matériels.

Axe thématique 4 : signes distinctifs, certification de la qualité et territoire

La production et la commercialisation de produits associés à des signes distinctifs de qualité constituent une stratégie de revalorisation du patrimoine des communautés rurales. Cependant, cette dynamique présente d'importantes contradictions.

1. Il s'agit d'initiatives qui favorisent le développement local des zones rurales et qui s'appuient sur la singularité du patrimoine de chaque territoire, en réaffirmant la spécificité de ses ressources naturelles, culturelles et d'un savoir-faire qui s'est transmis oralement de génération en génération.

Il existe une variété importante de signes distinctifs participant aux stratégies de développement local, parmi lesquels : indications géographiques ou dénominations d'origine, agriculture biologique, production intégrée, certification environnementale des forêts, commerce équitable, etc.

2. La vision du territoire doit être dynamique afin de pouvoir s'adapter à un contexte en perpétuelle évolution. Le patrimoine ne doit pas constituer un carcan limitant les possibilités d'innovation. À cette fin, il convient de souligner le rôle des chercheurs, chargés de la promotion et de la gestion des innovations susceptibles d'avoir des répercussions positives sur le territoire.

3. Certains travaux signalent que la commercialisation des produits locaux basée sur la qualité a contribué non seulement à améliorer la situation économique des acteurs locaux, mais aussi à renforcer l'identité du patrimoine face aux stratégies développées par les grandes multinationales qui misent sur la vente de produits homogènes.

4. La mise en place d'un cadre régulateur pour le développement des signes distinctifs constitue un outil essentiel à la mise en valeur des ressources locales.

Cependant, ce phénomène n'est pas exempt d'un certain paradoxe : bien souvent, les systèmes de certification et de qualification des produits agroalimentaires, en particulier la définition des normes et des standards de qualité et leur mise en valeur sur le marché, supposent des exigences techniques et administratives difficilement à la portée des coopératives de producteurs. Les producteurs de café d'Amérique latine en constituent un exemple : l'obtention d'un produit homogène et de qualité représente pour

ces petits producteurs une barrière importante à l'heure d'accéder au marché.

De plus, il n'existe pas toujours une organisation ascendante permettant aux producteurs locaux d'exercer une participation active au sein des organes de contrôle et de certification des produits, comme c'est le cas pour la certification forestière, biologique ou le commerce équitable. Dans le cas de ce dernier, les nouvelles exigences de pénétration de ces produits au sein du marché ont éloigné peu à peu les producteurs des centres de décision et de contrôle. Selon certaines organisations, le processus de certification est perçu plus comme un obstacle à l'accès au marché que comme une garantie de pouvoir y accéder.

5. Enfin, il a été fait mention de l'apparition de nouvelles tendances relatives à la création de valeur ajoutée sur la base de signes distinctifs associés au territoire. Récemment, plusieurs cas pour lesquels la régulation publique appliquée aux systèmes privés de certification pourrait se traduire par une réorganisation complète des filières en faveur des grandes industries et aux dépens des petits producteurs locaux ont été mis à jour. Ainsi, en France, la régulation de minimums établis dans le cadre du commerce équitable permet à la grande distribution de lancer ses propres labels de commerce équitable, au détriment des organisations de producteurs du Sud, principalement d'Amérique latine.

Considérations finales du congrès

La tenue du troisième congrès international du réseau Syal à Baeza a constitué un forum important au cours duquel ont pu être débattus les problèmes économiques et sociaux qui affectent les communautés rurales d'Europe, d'Amérique et du Bassin méditerranéen. Cela a favorisé la consolidation d'une plate-forme scientifique qui contribue à renforcer la collaboration entre la recherche, l'enseignement et le secteur productif.

En outre, les principaux résultats découlant des différentes stratégies mises en place actuellement ont pu y être exposés, de même que les alternatives potentiel-

lement applicables à d'autres territoires, et cela en fonction de leurs spécificités propres.

Les principales propositions émises se basent sur l'existence d'interactions entre le territoire, les acteurs, les produits et les systèmes d'innovation. La mise en valeur du territoire en tant que ressource suppose un usage des produits locaux entendus comme éléments décisifs de développement du milieu rural. Les acteurs locaux jouent alors un rôle décisif sur l'activation des différentes initiatives. En ce sens, la formation du capital social et humain ainsi que les processus de coopération et d'échanges entre territoires sont favorisés.

Dans un contexte de globalisation croissante et de libéralisation commerciale qui prétend homogénéiser la production et la consommation au niveau mondial, la commercialisation de produits locaux porteurs de signes distinctifs de qualité constitue une option importante susceptible d'améliorer la compétitivité du milieu rural.

Il convient de signaler que de nombreux travaux exposés lors du congrès convergent et mettent en avant l'importance de la diversification de la base économique des communautés rurales, minimisant ainsi leur sensibilité aux variations du marché. De cette manière, il a été souligné à de nombreuses reprises que le tourisme rural joue un rôle prioritaire dans la composition de l'offre des territoires ruraux, cette activité étant étroitement liée aux activités agricoles et agroalimentaires. On assiste donc à un important processus de tertiarisation du milieu rural destiné à générer de nouveaux revenus et à améliorer les conditions de vie de la population.

En guise de conclusions, il faut indiquer que ce congrès a fait surgir de nombreuses interrogations relatives au futur du monde rural. Dans le contexte actuel de saturation des signes distinctifs de qualité, ceux-ci remplissent-ils leur fonction distinctive et permettent-ils réellement la génération de rentes de différenciation? Quels sont les changements produits, au niveau de la gouvernance, par l'entrée des acteurs dominants du système agroalimentaire?

Quel est le rôle joué par l'État dans le développement rural selon les schémas actuels? Tout cela nous invite à poursuivre la réflexion et à étudier la problématique dans laquelle se trouve le milieu rural; le prochain congrès, qui se tiendra à Mar del Plata (Argentine) en octobre 2008, constituera très certainement une excellente opportunité de mettre à nouveau en commun les résultats obtenus à partir des investigations les plus récentes.

Remerciements

Les différents rapporteurs scientifiques correspondant à chacun des axes thématiques développés dans le cadre du congrès ALTER 2006 ont été consultés pour la rédaction de cet article. Je tiens donc à les remercier tous pour leur collaboration.

Axe thématique 1: Encarnación Aguilar, Universidad de Sevilla, et Fernando Cervantes Escoto, Universidad de Chapingo, État de Mexico.

Axe thématique 2: Florence Tartanac, siège central de la FAO, Rome, et Gonzalo Rodríguez Borray, Corporación Colombiana de Investigación Agropecuaria, Bogotá.

Axe thématique 3: Thierry Link, Institut national de la recherche agronomique, Corte (Corse), et Angélica Espinoza Ortega, Universidad Autónoma, État de Mexico, Toluca.

Axe thématique 4: Marie Christine Renard, Universidad de Chapingo, État de Mexico, et David García Brenes, Universidad de Sevilla.

Synthèse générale: Adolfo Alvarez Macías, Universidad Autónoma Metropolitana, ville de Mexico, et Maria-Manuel Valagão, Instituto Nacional de Investigaçao Agraria e das Pescas, Lisbonne.

Manuel David Garcia Brenes
Universidad de Sevilla
Escuela universitaria de ingenieros
tecnicos agricolas
Carretera de Utrera, km.1
41013 Sevilla
<mdgarcia@us.es>